

Le 16 novembre 2020

CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-017 DU 8 OCTOBRE 2020 RELATIVE AU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RÉSEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE (TURPE 6 HTA-BT)

Contribution d'Équilibre des Énergies

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par Enedis et la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

EdEn s'associe aux considérants développés par la CRE sous les remarques suivantes :

- L'économie des investissements de réseau que certains annonçaient du fait du développement des énergies locales, ne s'est pas concrétisée et le dossier soumis à consultation montre que la tendance est plutôt inverse. Nous comprenons le souci de « maîtrise des investissements » énoncé par la CRE, mais cette maîtrise ne peut pas résulter uniquement d'une « optimisation des coûts ». Les réseaux constituent un fondement essentiel de la politique énergétique et c'est la politique énergétique et en particulier le rythme de développement des énergies décentralisées qu'il faut mettre en cohérence avec les capacités de financement des investissements que ce développement implique. Il nous semble que cette mise en cohérence aurait dû être faite avant l'approbation de la PPE. Elle reste à faire. Mais ne devrait pas pénaliser Enedis dont la responsabilité n'est pas engagée.
- L'enjeu de l'innovation devrait être davantage souligné. Ainsi, dans le paragraphe « l'ère de la flexibilité », l'intérêt de tirer parti de l'outil constitué par les compteurs Linky aurait pu être davantage souligné, et donc de pouvoir financer l'effort d'innovation approprié.
- Nous ne voyons pas dans les enjeux énoncés par la CRE, celui du succès de la mutation vers la mobilité électrique. Cette mutation aura un impact majeur sur la demande en électricité et sur la courbe de charge. Le sujet mériterait que l'on y portât davantage attention.
- D'une façon générale, l'énoncé des enjeux passe sous silence le fait que l'on s'oriente vers un système électrique à coût marginal du kWh faible mais où les questions de puissance appelée sur le réseau vont prendre une importance grandissante. Ceci impactera de plus en plus la structure des tarifs mais devra conduire également le distributeur à mobiliser tous les éléments de flexibilité qu'il est ou sera en mesure d'actionner.



Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

La logique du système fondé sur la division des actifs en deux catégories recevant des rémunérations différentes, n'apparaît pas de façon évidente. Il nous semble qu'il faudrait s'orienter vers un système plus clair de rémunération du capital, ce qui pourrait être mieux compris d'investisseurs ou financeurs éventuels.

Par ailleurs, EdEn note que GRDF, homologue d'Enedis dans le domaine du gaz, a la possibilité de financer des actions de promotion du gaz dont l'alignement avec les politiques publiques est discutable (par exemple la promotion du dispositif Méthaneuf qui serait de nature à porter atteinte aux objectifs recherchés par la nouvelle réglementation environnementale sur les bâtiments neufs). Enedis devrait être autorisé à mener, sur financement TURPE, des actions stimulant la pénétration de l'électricité, sans porter préjudice aux autres acteurs économiques et dans le respect des directions tracées par la SNBC et la PPE (dans le domaine de l'équipement en bornes de recharge des copropriétés notamment).

Questions 3 à 6 :

Pas de commentaires

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 distribution ?

EdEn ne comprend pas comment et pourquoi Enedis devrait être « incité à s'assurer qu'une évolution de la réglementation n'entraîne pas de surcoût pesant de façon non justifiée sur les consommateurs finals ». Il ne nous semble pas qu'Enedis ait vocation à servir de garde-fou aux décisions de l'administration.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des pertes ?

Malheureusement, il est probable que l'évolution de la précarité et d'une façon générale de la paupérisation de certaines classes de population joue un rôle dans le volume des pertes non techniques. C'est là un facteur qui peut expliquer des résultats inférieurs aux prévisions et ne doit pas être oublié lorsqu'il s'agit de fixer les évolutions prévisionnelles, notant cependant que le compteur Linky pourrait permettre de repérer certaines pertes non techniques.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

Pas de commentaire



Question 10 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

EdEn s'étonne de la volonté de la CRE d'inclure l'intégralité des investissements SI dans le périmètre de la régulation incitative sur les investissements de réseaux. EdEn estime que les investissements de SI ne sont pas des investissements de confort et que, avec le développement de la mobilité électrique, des fonctionnalités smart grids, des risques liés à la cybersécurité, de l'autoconsommation, etc., la transition numérique n'est pas une évolution qu'il faut contraindre mais au contraire encourager.

EdEn invite en conséquence la CRE à revoir ce point.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'introduction de cet indicateur incité sur le délai moyen de réalisation des raccordements par Enedis ?

Oui, EdEn pense que cet indicateur est très important.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

Oui, sans observations.

Questions 13 à 14 :

Pas d'observations.

Question 15 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du TURPE 6 distribution ?

La qualité de service ne devait pas être appréciée uniquement sur la base de la moyenne observée de certains indicateurs, en particulier le critère B. En complément du critère B national, on pourrait envisager un indicateur sur le nombre de « clients mal alimentés » (CMA) national avec un objectif de résorption.

Question 16 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la cible actuelle de critère B, soit 62 minutes, dans la régulation incitative de la continuité d'alimentation pour la période du TURPE 6 distribution ?

Oui, sous réserve de la prise en compte de la réponse à la question 15.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de calendrier pour l'intégration d'ici à TURPE 7 des données Linky dans le calcul du critère B ?

Oui



Question 18 : Partagez-vous les objectifs envisagés par la CRE pour les 3 indicateurs de qualité d'alimentation hors critère B (critère M, critères F-BT et critère F-HTA) ?

Oui

Question 19 : Êtes-vous favorable aux niveaux envisagés de couvertures du mécanisme des pénalités pour coupures longues, qui prennent en compte l'historique des charges effectivement encourues par Enedis, tout en maintenant un niveau équivalent d'incitation pour le distributeur ?

Pas d'avis particulier.

Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

EdEn est réservée sur l'idée de demander aux opérateurs de consulter le marché, en début de période tarifaire, sur les grands thèmes de recherche qu'ils prévoient de développer. Une telle consultation risque d'être influencée par les effets de mode et de passer complètement à côté des orientations stratégiques essentielles qu'il revient au management d'Enedis de définir.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet smart grids afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

Oui, EdEn est favorable à l'abaissement à 1 M€ du guichet *smart grids*.

Question 22 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

EdEn pense que le taux de disponibilité des services ouverts aux usagers devrait faire l'objet d'un suivi.

Question 23 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

EdEn est très réservée sur cette disposition qui conduit à faire de la CRE un manager de fait d'Enedis. Par qui seraient identifiées les actions considérées comme prioritaires ? Selon quels critères ? Quelle serait la responsabilité de ceux qui auraient décrété comme prioritaire une action qui, à l'usage, se révélerait l'être moins que d'autres qui, en conséquence, n'auraient pu être entreprises ? Comment, en l'absence d'un cahier des charges précis, pourra-t-on considérer que l'action n'a pas été exécutée ?

EdEn considère que cette orientation doit être écartée.



Question 24 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées au système électrique d'Enedis ?

EdEn ne dispose pas des éléments lui permettant de se prononcer.

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées au système électrique) d'Enedis ?

EdEn souhaiterait s'assurer que le chiffre de 15 M€ de charges annuelles supplémentaires liées à la prise en charge à 75 % des frais de raccordement des IRVE accessibles au public, inclut bien les charges qui résulteront de l'extension jusqu'à 2025 de cette disposition lorsque les projets seront conformes aux schémas directeurs d'implantation des IRVE prévus par la LOM.

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du TURPE 6 distribution et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

Sans observation.

Question 27 : Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissement proposée par Enedis ?

Non.

Question 28 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » d'Enedis ?

Non.

Question 29 : Êtes-vous favorable aux ajustements envisagés par la CRE concernant l'intégration des colonnes montantes « loi ELAN » à la BAR d'Enedis ?

Pas d'avis.

Question 30 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant l'évolution du nombre de clients, des puissances souscrites et des volumes acheminés par Enedis pour la période du TURPE 6 distribution ?

Pas d'avis



Question 31 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 distribution ?

EdEn souhaite que les chiffres avancés par la CRE soient présentés en termes de revenus nets pour Enedis, déduction faite de l'impact des hausses de tarifs qui seront consenties à RTE. On voit en effet que si celui-ci était de l'ordre de 0,85 %, la hausse effective accordée à Enedis serait, dans l'hypothèse supérieure, ramenée à 1,65 % c'est-à-dire au niveau de l'inflation.

En hypothèse basse, le taux moyen d'évolution serait de 0,65 % ce qui serait à l'évidence très insuffisant.

EdEn regrette le manque de clarté du dossier sur ce point essentiel.

Question 32 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du paramètre Rf envisagées par la CRE ?

Pas d'avis

Question 33 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

Oui, mais EdEn rappelle son observation déjà faite selon laquelle le principe de « péréquation tarifaire » s'imposerait. Selon la loi, ce principe est applicable à l'évidence aux tarifs réglementés incluant les coûts de fourniture. Pour le reste, on note dans la loi un principe d'égalité de traitement qui ne s'identifie pas à la péréquation.

Question 34 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la baisse des composantes de comptage pour les domaines de tension BT \leq 36 kVA, mais aussi HTA et BT $>$ 36 kVA ?

Pas d'observation

Question 35 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTA et BT ?

EdEn note l'évolution assez sensible en direction d'un relèvement de la part « puissance » dans la formation des tarifs.

Cependant EdEn regrette le manque de clarté du dossier qui ne permet pas :

- de connaître comment, au niveau de l'entreprise, évoluera en pourcentage la part liée à la puissance dans la rémunération totale d'Enedis pour chaque niveau de tarif ;
- quelle portion du retard, par rapport au niveau cible qui serait souhaitable, la CRE considère que l'évolution prévue pour le TURPE 6 permettra de combler ? Faut-il comprendre que ce rééquilibrage s'étalera sur les TURPE ultérieurs ? Si oui, pendant combien de temps ?



Ce manque d'information est très pénalisant. EdEn pense, relativement intuitivement, que la marche que le TURPE 6 pourrait ainsi franchir n'est pas assez ambitieuse et qu'un rééquilibrage beaucoup plus prononcé serait justifié et serait souhaitable compte tenu de l'importance que les questions de puissance vont jouer dans l'équilibre des réseaux au cours des années à venir.

Par ailleurs, EdEn s'inquiète de la diminution croissante de l'incitation offerte par le tarif HP/HC. Le prix de l'énergie en HC d'hiver lui semble à ce titre trop élevé.

Question 36 : Êtes-vous favorable à l'alignement du coefficient pondérateur pour le calcul de la tarification des dépassements de puissance en HTA sur celui de la HTB ?

Pas d'observation.

Question 37 : Êtes-vous favorable à préciser, dans les règles tarifaires relatives à la distribution, que dans le cas où un regroupement conventionnel de points de connexion concerne des installations de production et des points de soutirage, les flux d'injection ne peuvent être déduits des flux de soutirage pour le calcul de la composante annuelle de soutirage ?

Oui.

Question 38 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Oui mais EdEn pense que, pour l'autoconsommation individuelle, il n'y a pas lieu de faire une différence entre les tarifs « avec injection » et « sans injection ».

Question 39 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'une composante de soutirage, optionnelle, à destination des utilisateurs raccordés au réseau basse tension participant à une opération d'autoconsommation collective, telle qu'actuellement en vigueur ?

Pas d'opposition si cela ne conduit pas à des frais d'administration excessifs.

Question 40 : Êtes-vous favorable à la suppression du paramètre de 30 % de participation des flux « autoproduits » aux flux amonts ?

Oui.



Question 41 : Êtes-vous favorable à l'exemption de la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs dans le cas où un participant à une opération d'autoconsommation collective ayant souscrit l'option tarifaire spécifique à l'autoconsommation collective quitte cette opération ?

Pas d'objection.

Question 42 : Partagez-vous la proposition de la CRE de reconduire la règle selon laquelle une composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ne peut s'appliquer que dans le cas d'opérations dont l'ensemble des participants est raccordé en aval du même poste de transformation HTA/BT ?

Oui, tout à fait. A défaut, on parviendrait à une situation où les communautés locales d'énergie sont subventionnées par le tarif alors que le gain apporté par une communauté s'étalant de part et d'autre d'un poste de transformation n'est pas avéré.